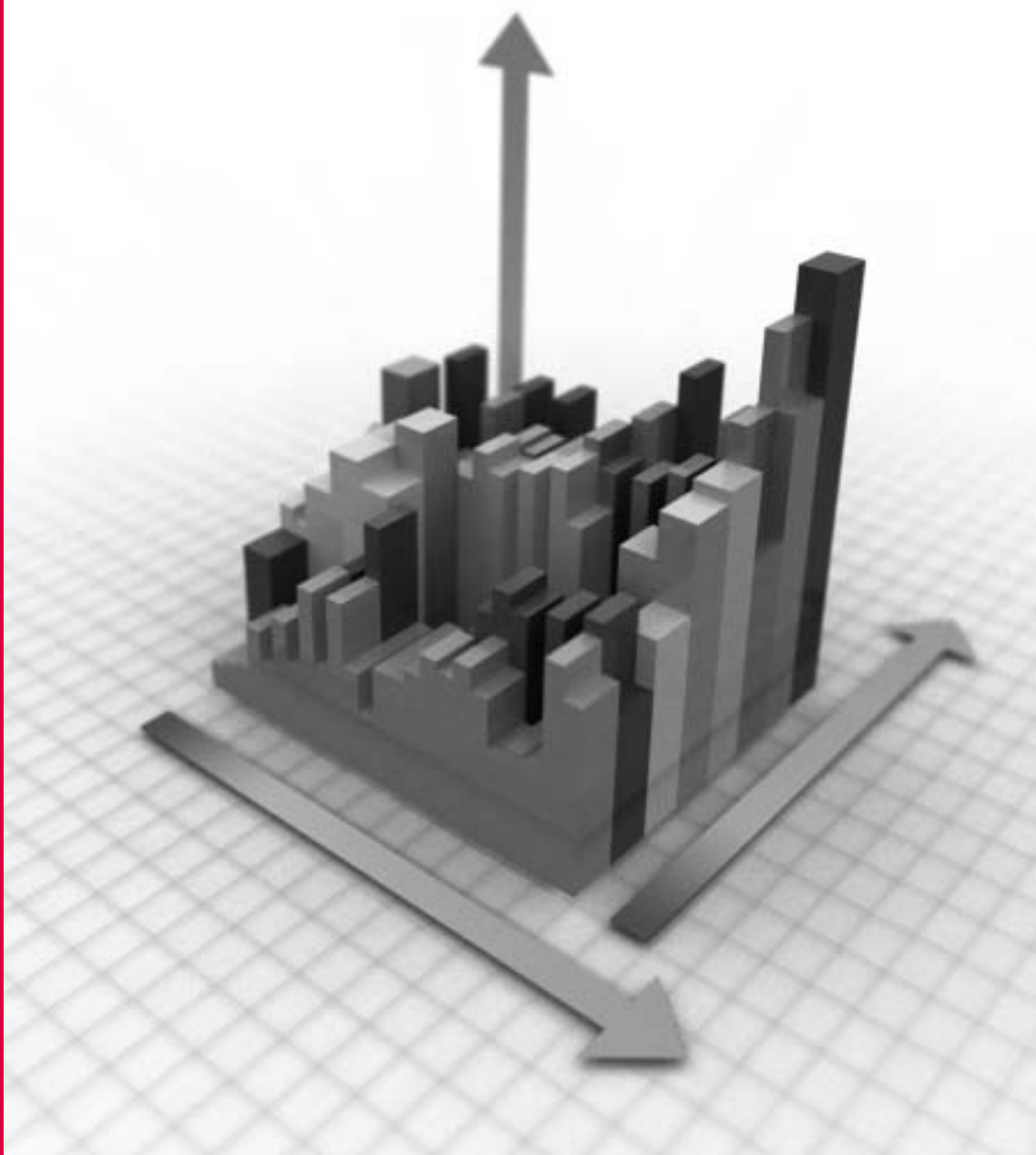




Analyse 2^{ème} trimestre 2013 : défaillances et sauvegardes d'entreprises en France



altares

► La connaissance inter-entreprises

Altaires est un acteur de référence des services aux entreprises. Il fournit à ses clients des solutions pour accélérer leur croissance dans deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier en France, en Europe et à l'international.

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles, dans deux domaines spécifiques de la connaissance interentreprises, liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2006
- les retards de paiement en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance ; un bilan semestriel et un bilan annuel viennent compléter chaque cycle d'analyses trimestrielles. Ces analyses sont disponibles sur simple demande aux contacts ci-dessous, et font l'objet d'un envoi par mail, dès parution. Elles sont de plus systématiquement consultables en ligne, sur le site www.altaires.fr et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : MARDI 9 JUILLET 2013

ALTARES
55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altaires.fr
Tél : 01 41 37 51 04 – Fax : 01 41 37 50 01
www.altaires.fr
Responsable des études
Thierry Millon
Tél : 04 72 65 15 51

RELATIONS PRESSE : AGENCE CONNECTO
Aurélié Botbol
aurelie.botbol@agenceconnecto.com
Madly Schenin-King
madly.schenin-king@agenceconnecto.com
Tél : +33(0)9 62 16 07 83
9 rue François Coppée
92240 Malakoff - France
www.agenceconnecto.com

NANTERRE, LE MARDI 9 JUILLET 2013

DÉFAILLANCES ET SAUVEGARDES D'ENTREPRISES : L'ANALYSE TRIMESTRIELLE D'ALTARES

Les défaillances d'entreprises désormais proches du niveau élevé du 2^{ème} trimestre 2009 : 15 000 jugements (+ 9,4 %) dont 12 300 liquidations directes ont été prononcés.

Après un léger recul au premier trimestre (- 1,8 %), les défaillances d'entreprises accusent une forte hausse sur le 2^{ème} trimestre 2013 (+ 9,4 %), s'approchant du niveau élevé du 2^{ème} trimestre 2009. Cependant, les liquidations judiciaires directes augmentent moins vite que lors de la poussée de fièvre de fin 2012 (+ 12,6 % contre + 16,6 %).

Les micro-entreprises sont en panne, les PME sont mieux orientées, les grandes sociétés anticipent.

Plus de la moitié des créations d'entreprises sont constituées sous le statut d'auto-entrepreneur tandis que 160 000 en moyenne depuis cinq ans adoptent une forme sociétale. Certes, ce manque de dynamisme ne favorise pas le renouvellement du tissu économique mais il a l'avantage de freiner la hausse des défaillances. Une création d'entreprise sur deux ne passe en effet pas le cap des cinq ans.

Sur ce deuxième trimestre, **les entreprises jeunes (moins de 6 ans) et celles plus âgées sont aussi nombreuses à avoir déposé le bilan (7 500)**. Mais l'augmentation des défaillances des premières (+ 3 %) est cinq fois moins rapide que celle des plus anciennes (+ 17 %).

Les micro-entreprises (0 à 2 salariés) enregistrent les tendances parmi les plus lourdes : plus de 10 000 défaillances soit une hausse de 11 % par rapport à la même période en 2012. Ces entreprises s'adressent généralement à une clientèle de particuliers dont la consommation manque de ressort.

La situation apparaît encore plus sévère pour les sociétés de plus de 100 salariés mais elles ont l'avantage de mieux prévenir les difficultés. Les procédures collectives sont relativement peu nombreuses (61 RJ/LJ ce trimestre), elles recourent fréquemment à la sauvegarde (15) avant d'être contraintes par une cessation de paiement. La sauvegarde représente ainsi 20 % de l'ensemble des jugements prononcés ce trimestre pour les



Decide with Confidence

RELATIONS PRESSE : AGENCE CONNECTO

Aurélié Botbol : aurelie.botbol@agenceconnecto.com - Madly Schenin-King : madly.schenin-king@agenceconnecto.com

9 rue François Coppée - 92240 Malakoff - France

Tél : +33(0)9 62 16 07 83 • www.agenceconnecto.com

NANTERRE, LE MARDI 9 JUILLET 2013

sociétés de plus de 100 salariés, contre 3 % pour l'ensemble des jugements.

L'analyse des défaillances des sociétés de plus de 50 salariés conforte cette lecture encourageante. Alors que les dépôts de bilan étaient en très forte augmentation il y a un an pour ces PME (139RJ/LJ ; + 45 %), ils sont en recul ce trimestre de 6 %.

L'emploi est préservé.

La baisse du nombre de procédures collectives ouvertes sur les sociétés d'au moins 50 salariés influence favorablement le niveau d'emplois menacés par des dépôts de bilan ce deuxième trimestre 2013. **Au global, 62 000 emplois sont concernés par les défaillances d'entreprises de ce trimestre, soit un millier de moins qu'il y a un an et 10 000 de moins qu'au printemps 2009.**

Cette amélioration est tirée par le recul des défaillances de PME dont l'emploi associé représente 18 000 postes contre près de 23 000 un an plus tôt.

La fragilité des micro-entreprises influence fortement les tendances de défaillances par secteur.

Représentées dans l'ensemble des activités, les micro-entreprises tirent les tendances de défaillances vers le haut dans la plupart des secteurs.

C'est en particulier le cas des métiers à destination du consommateur. Dans la **restauration**, le nombre de défaillances augmente de plus de 13 %, au-delà de 1 300. La situation est particulièrement tendue dans la restauration traditionnelle (+ 19 %) tandis que la restauration rapide résiste (- 1 %). Les débits de boisson sont aussi à la peine (+ 8 %).

Dans les services aux particuliers, les défaillances bondissent de 20 % dans **les soins à la personne**.

Le monde agricole n'est pas épargné notamment dans le secteur de l'élevage (+ 33 %).

Le nombre de dépôts de bilan augmente de 12 % (480) dans le **commerce et la réparation de véhicules**, et 11 % dans le **commerce de détail** (2 046 ; + 11 %) notamment dans la vente d'habillement (295, + 15 %), d'alimentation générale (125 ; + 20 %), de viande (90, + 22 %). Le commerce interentreprises parvient à contenir le nombre de défaillances.

Dans la **construction** près de 200 agences immobilières (+ 21 %) ont fait les frais du retournement d'investissement. Le second œuvre du bâtiment est impacté, en particulier dans les travaux de menuiserie (371 ; + 13 %), de peinture (370 ; + 12 %) ou de couverture (121 ; + 10 %) tandis que la construction de maisons individuelles peine à résister (277 ; + 5 %).

L'**industrie** manufacturière (742 ; + 10 %) est en panne dans les métiers à destination du bâtiment tels que la fabrication de charpentes (22 ; + 47 %) ou de structures métalliques (28, + 40 %) mais aussi dans les industries connexes de l'ameublement (34 ; + 10 %) et l'imprimerie de labeur (41, + 17 %).



Decide with Confidence

RELATIONS PRESSE : AGENCE CONNECTO

Aurélié Botbol : aurelie.botbol@agenceconnecto.com - Madly Schenin-King : madly.schenin-king@agenceconnecto.com

9 rue François Coppée - 92240 Malakoff - France

Tél : +33(0)9 62 16 07 83 • www.agenceconnecto.com

NANTERRE, LE MARDI 9 JUILLET 2013

Les **services** aux entreprises (1831 ; + 10%) s'inscrivent dans la tendance générale en dépit de forts dérapages dans les services techniques comme les activités d'architecture (65 ; + 59%) ou les agences de publicité (113 ; + 26%) mais aussi les services administratifs tels que les services d'aménagement paysagers (115 ; + 58%) ou de nettoyage de bâtiments (116 ; + 30%).

La branche de l'information et de la **communication** s'inscrit en tendance favorable dans les services informatiques & édition de logiciels (196 ; - 6%) mais en revanche défavorablement dans les autres activités en particulier dans la production et post-production de films pour la télévision et le cinéma (44 ; + 38%).

Les **transports** parviennent à stabiliser le niveau des défaillances d'entreprises à l'image des transports routiers de fret de proximité (stables à 225) malgré la dégradation relevée dans les transports routiers de fret interurbains (107 ; + 7%).

Des résultats contrastés en régions : deux connaissent une tendance favorable ; quatre dérapent.

Les micro-entreprises sont présentes largement sur tous les territoires mais là-encore, leur vulnérabilité constatée ce trimestre alourdit les indicateurs de quasiment toutes les régions.

Sept régions sont sous la barre des + 5 % de défaillances

L'Alsace et la Picardie contiennent la hausse sous les 2% et le Languedoc-Roussillon est juste au-dessus. L'île-de-France, qui concentre 20% des dépôts de bilans du pays, et l'Auvergne voient leurs défaillances augmenter de 3% ce trimestre.

La Bourgogne (- 9%) et la région Champagne-Ardenne connaissent un recul des défaillances.

Quatre régions tentent de se maintenir sous le seuil des 10 %

La Lorraine et Rhône-Alpes sont légèrement sur la barre des + 5%. La dégradation approche + 8% en Basse-Normandie et + 9% en Aquitaine.

Cinq régions se situent sur des hausses de 10 % à 15 %

Le Centre, la Franche-Comté, le Nord-Pas-de-Calais, le Limousin et Provence-Alpes-Côte-d'Azur ont du mal à se maintenir.

Quatre régions dérapent fortement

Il s'agit de la Bretagne (+ 18%), Haute-Normandie (+ 20%), Corse (+ 21%), Pays-de-la-Loire (+ 24%) ; Midi-Pyrénées (+ 30%) et Poitou-Charentes (+ 31%). *«La fin de l'année 2012 avait donné le signal d'un fort essoufflement des activités orientées B2C, tendance confirmée par les chiffres de défaillances du 1^{er} trimestre 2013. Ce printemps s'illustre encore avec la disparition de plus de 10 000 micro-entreprises de moins de 3 salariés»,* relève Thierry Millon, Responsable des analyses Altares.



Decide with Confidence

RELATIONS PRESSE : AGENCE CONNECTO

Aurélié Botbol : aurelie.botbol@agenceconnecto.com - Madly Schenin-King : madly.schenin-king@agenceconnecto.com

9 rue François Coppée - 92240 Malakoff - France

Tél : +33(0)9 62 16 07 83 • www.agenceconnecto.com

NANTERRE, LE MARDI 9 JUILLET 2013

L'analyse de Thierry Millon, Responsable des Etudes Altares

« Aux défaillances de PME emblématiques comme GAD (abattage de porcs) ou VIRGIN STORE (produits culturels) en début d'année, ont succédé les procédures marquantes de CONTINENTALE NUTRITION (alimentation canine), OVERLAP (infrastructures informatique) et de HUIS CLOS (portes et fenêtres) occultant le sort de nombreuses TPE venues grossir les rangs des dépôts de bilan du trimestre. C'est en effet bien là que se concentrent les inquiétudes les plus prononcées. Il est moins ici question de modèles économiques dépassés que d'une conjoncture instable voire éteinte. L'atonie de la consommation des ménages pèse sur ces petites structures qui ont vite fait de se retrouver en-dessous de la ligne de flottaison. Or les nombreuses fermetures de ces TPE peuvent compromettre l'équilibre économique et social d'un bassin d'emploi et d'un territoire. De plus, très représentatives de notre tissu économique, ces TPE sont également très présentes dans les portefeuilles clients des PME. Très diffus, ce risque client est souvent mal identifié et mal traité. Petit client, petite perte pense-t-on ! Pourtant, dans l'hypothèse d'une PME qui ferait des marges de 5 %, **un impayé de 5 000 € nécessiterait de compenser ce client perdu par ... 20 nouveaux clients (100 000 €)** ; mission quasi impossible dans une conjoncture où les réserves de croissance sont comptées.

Gare donc à l'effet domino ! Même sur ces petits clients il est nécessaire, et possible, de mettre en place un contrôle crédit. Une défaillance sur quatre est due à des difficultés de règlement client. »

Renseignement : Thierry Millon - Responsable des Analyses Altares : 04 72 65 15 51

A PROPOS D'ALTARES

Altares, née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France, est spécialisée dans l'information sur les entreprises en France et à l'international dans plus de 200 pays. Elle répond aux enjeux des entreprises dans 3 domaines majeurs : la structuration, l'enrichissement et la mise à jour des référentiels métiers, la recherche et la prospection de nouveaux partenaires commerciaux (clients ou fournisseurs),

la maîtrise et la gestion des risques financiers liés à ces partenaires. Membre du 1er réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), Altares diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B. Les clients d'Altares disposent ainsi du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 220 millions d'entreprises dans le monde. Elle réalise un chiffre d'affaires de 55 millions d'euros et compte 300 collaborateurs répartis sur 4 sites

principaux : Nanterre, St-Quentin-en-Yvelines, Villeurbanne et Aix-en-Provence.

ALTARES
55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altares.fr
www.altares.fr



Decide with Confidence

RELATIONS PRESSE : AGENCE CONNECTO

Aurélié Botbol : aurelie.botbol@agenceconnecto.com - Madly Schenin-King : madly.schenin-king@agenceconnecto.com
9 rue François Coppée - 92240 Malakoff - France
Tél : +33(0)9 62 16 07 83 • www.agenceconnecto.com

PARTIE 1

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES 9

- 9 Statistiques France globale
Statistiques France par tranches d'effectif
Statistiques France par tranches d'âge
- 10 Statistiques France par secteurs d'activité détaillée
- 11 Statistiques France par Région
- 12 Évolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans (données sur 12 mois glissants - mars 2003 à juin 2013)
Carte d'évolution des défaillances d'entreprises par Région
- 13 Les défaillances de plus de 30 M€ de Chiffre d'Affaires au 2^{ème} trimestre 2013

PARTIE 2

LES PROCÉDURES DE SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES 15

- 15 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France globale
Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par tranches d'effectif
Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par tranches d'âge
- 16 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par secteurs d'activité détaillée
- 17 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par Région
- 18 Évolution des sauvegardes d'entreprises en France depuis 2006 (données sur 12 mois glissants - décembre 2006 à juin 2013)
Carte des ouvertures de sauvegarde en France par Région au 2^{ème} trimestre 2013
- 19 Les sauvegardes de plus de 15 M€ de Chiffre d'Affaires au 2^{ème} trimestre 2013

MÉTHODOLOGIE 20

ANNEXES

LES DÉFAILLANCES ET PROCÉDURES DE SAUVEGARDE D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} SEMESTRE 2013

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES 23

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES 26

PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

2^{ÈME} TRIMESTRE

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES (SITUATION AU 1^{ER} JUILLET DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) FRANCE GLOBAL

2 ^{èmes} trimestres	2011	2012	2013
France	14 068	13 355	14 623
Évolution Vs N-1	-0,8 %	-5,1 %	9,5 %

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIF

Effectifs	2 ^{ème} trimestre 2012	2 ^{ème} trimestre 2013	Évolution T2 2013/2012
0 salarié ou inconnu	5 162	5 690	10,2 %
1 ou 2 salariés	3 962	4 406	11,2 %
3 à 5 salariés	2 136	2 244	5,1 %
6 à 9 salariés	1 012	1 105	9,2 %
10 à 19 salariés	620	705	13,7 %
20 à 49 salariés	324	342	5,6 %
50 à 99 salariés	86	70	-18,6 %
100 à 199 salariés	38	40	5,3 %
200 salariés et plus	15	21	40,0 %
TOTAL FRANCE	13 355	14 623	9,5 %

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE

Âges	2 ^{ème} trimestre 2012	2 ^{ème} trimestre 2013	Évolution T2 2013/2012
moins de 3 ans	2 809	2 855	1,6 %
3 à 5 ans	4 397	4 572	4,0 %
6 à 10 ans	2 940	3 428	16,6 %
11 à 15 ans	1 196	1 366	14,2 %
16 à 50 ans	1 967	2 323	18,1 %
51 ans et plus	46	79	71,7 %
TOTAL FRANCE	13 355	14 623	9,5 %

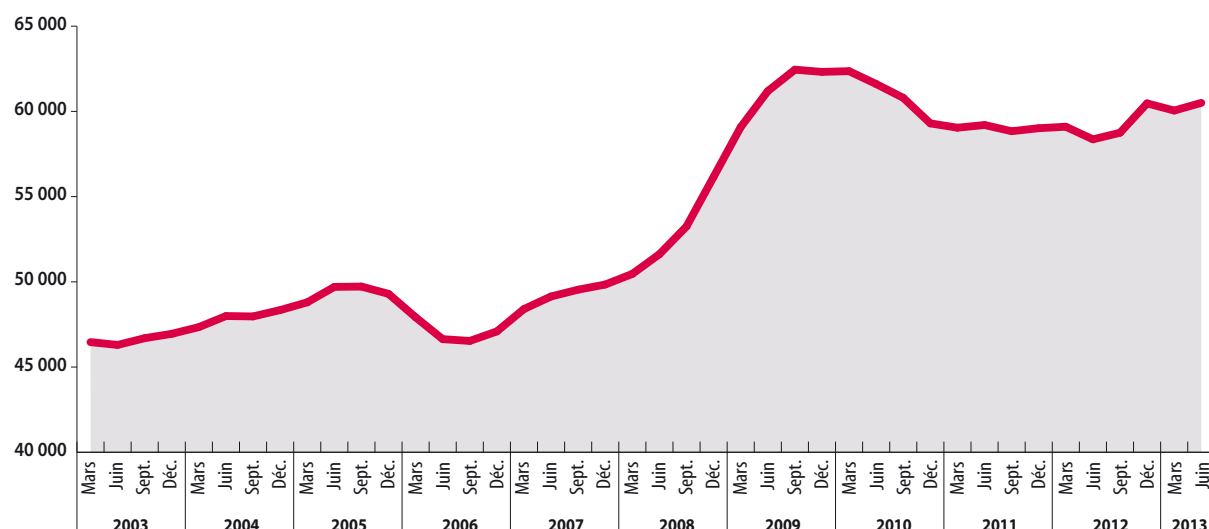
STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ DÉTAILLÉE

Activités	2 ^{ème} trimestre 2012	2 ^{ème} trimestre 2013	Évolution T2 2013/2012
AGRICULTURE	227	266	17,2 %
Chasse, pêche, forêt	62	73	17,7 %
Culture	98	104	6,1 %
Élevage	67	89	32,8 %
CONSTRUCTION	3 934	4 231	7,5 %
Bâtiment	3 439	3 689	7,3 %
Immobilier	495	542	9,5 %
COMMERCE	3 047	3 313	8,7 %
Commerce & réparation de véhicules	428	480	12,1 %
Commerce de détail	1 836	2 046	11,4 %
Commerce interentreprises	783	787	0,5 %
INDUSTRIE	1 008	1 087	7,8 %
Industrie agroalimentaire	331	345	4,2 %
Industrie hors agroalimentaire	677	742	9,6 %
INFORMATION & COMMUNICATION	368	395	7,3 %
Services informatiques & édition de logiciels	208	196	-5,8 %
Autres activités information & communication	160	199	24,4 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	453	455	0,4 %
Transport routier de marchandises	353	359	1,7 %
Autres activités de transport	100	96	-4,0 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	82	82	0,0 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 660	1 831	10,3 %
Activités scientifiques & techniques	832	930	11,8 %
Services administratifs aux entreprises	828	901	8,8 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	544	610	12,1 %
Activités de réparation	91	84	-7,7 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	336	404	20,24 %
Autres services à la personne	117	122	4,3 %
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	1 498	1 678	12,0 %
Hébergement	119	127	6,7 %
Restauration	1 161	1 315	13,3 %
Débits de boissons	218	236	8,3 %
AUTRES ACTIVITÉS	534	675	26,4 %
Santé humaine & action sociale	139	201	44,6 %
Activités récréatives	187	184	-1,6 %
Enseignement	107	156	45,8 %
Autres activités	101	134	32,7 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	13 355	14 623	9,5 %

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR RÉGION

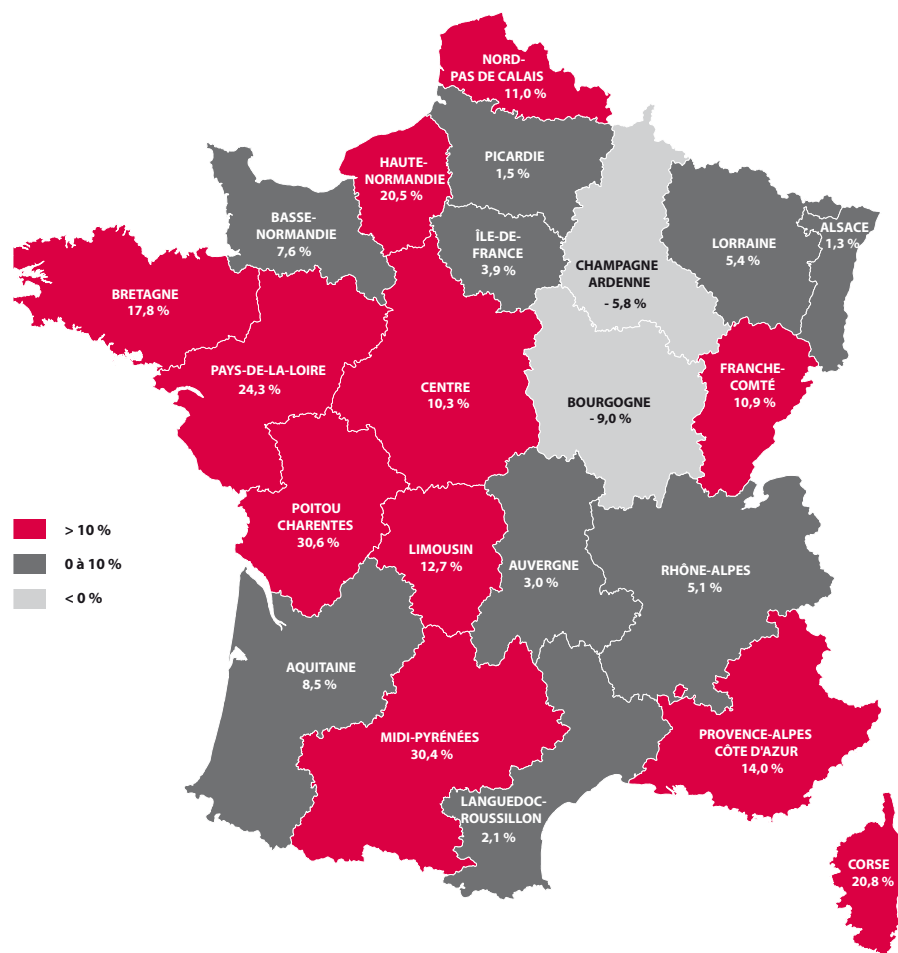
Régions	2 ^{ème} trimestre 2012	2 ^{ème} trimestre 2013	Évolution T2 2013/2012
Alsace	318	322	1,3 %
Aquitaine	738	801	8,5 %
Auvergne	231	238	3,0 %
Basse-Normandie	275	296	7,6 %
Bourgogne	335	305	-9,0 %
Bretagne	539	635	17,8 %
Centre	476	525	10,3 %
Champagne-Ardenne	260	245	-5,8 %
Corse	72	87	20,8 %
Franche-Comté	211	234	10,9 %
Haute-Normandie	308	371	20,5 %
Île-de-France	2 754	2 862	3,9 %
Languedoc-Roussillon	755	771	2,1 %
Limousin	150	169	12,7 %
Lorraine	404	426	5,4 %
Midi-Pyrénées	560	730	30,4 %
Nord-Pas-de-Calais	798	886	11,0 %
Pays-de-la-Loire	572	711	24,3 %
Picardie	332	337	1,5 %
Poitou-Charentes	310	405	30,6 %
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	1 351	1 540	14,0 %
Rhône-Alpes	1 500	1 577	5,1 %
DOM et inconnue	106	150	41,5 %
TOTAL	13 355	14 623	9,5 %

ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE SUR 10 ANS (DONNÉES 12 MOIS GLISSANTS - MARS 2003 À JUIN 2013)



CARTE DE L'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR RÉGION

SOURCE ALTARES



DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES FRANCE DE PLUS DE 30 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES
AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2013 (Bilans 2012 ou 2011 ou 2010 publiés)

RAISON SOCIALE	DPT	ACTIVITÉ	ANNÉE DE CRÉATION	CA (M€)	EFFECTIF	MOIS DE PROCÉDURE
CONTINENTALE NUTRITION	62	Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie	1958	220,2	966	05
OVERLAP	92	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	1992	148,9	247	06
HUIS CLOS	76	Travaux de menuiserie bois et PVC	1990	146,5	1501	05
LFOUNDRY ROUSSET SAS	75	Fabrication de composants électroniques	2010	105,3	800	06
GOSS INTERNATIONAL FRANCE	60	Fabrication de machines d'imprimerie	2004	96,9	486	04
MULTITEC	34	Travaux d'installation électrique dans tous locaux	2002	86,9	400	05
SPANGHERO SAS	11	Préparation industrielle de produits à base de viande	1972	78,9	331	04
ASTP FRANCE	92	Fabrication d'articles en fils métalliques, de chaînes et de ressorts	2010	61,2	68	04
LEDUN PÊCHEURS D ISLANDE	76	Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques	1988	57,0	338	06
HAWI ÉNERGIES RENOUVELABLES	38	Commerce interentreprises de composants et d'équipements électroniques et de télécommunication	2007	47,7	45	04
SOCIÉTÉ DE LIVRAISON ET DE STOCKAGE 91	91	Transports routiers de fret de proximité	1985	46,9	375	05
TELEMARKET SA	93	Vente à distance sur catalogue général	1985	40,5	173	04
A.B.R.F. INDUSTRIES	44	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant	1993	40,1	155	05
DG CONSTRUCTION	92	Construction d'ouvrages d'art	2000	39,9		06
PCN AUTOMOBILES	21	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	1996	38,2	3	05
GROUPE RAYNAUD	14	Activités des sièges sociaux	1955	32,2	142	06
NEXT GENERATION FRANCE	75	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (moins de 400 m²)	2009	30,0	154	06

PARTIE 2

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES PROCÉDURES DE SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

2^{ÈME} TRIMESTRE

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES (SITUATION AU 1^{ER} JUILLET DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE GLOBAL

2 ^{ème} trimestres	2011	2012	2013
France	324	367	385
Évolution Vs N-1	23,7 %	13,3 %	4,9 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIF

Effectifs	2 ^{ème} trimestre 2012	2 ^{ème} trimestre 2013	Évolution T2 2013/2012
0 salarié ou inconnu	80	109	36,3 %
1 ou 2 salariés	48	58	20,8 %
3 à 5 salariés	58	55	- 5,2 %
6 à 9 salariés	56	52	- 7,1 %
10 à 19 salariés	61	53	- 13,1 %
20 à 49 salariés	46	35	- 23,9 %
50 à 99 salariés	10	8	- 20,0 %
100 salariés et plus	8	15	87,5 %
TOTAL FRANCE	367	385	4,9 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE

Âges	2 ^{ème} trimestre 2012	2 ^{ème} trimestre 2013	Évolution T2 2013/2012
moins de 3 ans	41	50	22,0 %
3 à 5 ans	72	82	13,9 %
6 à 10 ans	80	95	18,8 %
11 à 15 ans	55	41	- 25,5 %
16 ans et plus	119	117	- 1,7 %
TOTAL FRANCE	367	385	4,9 %

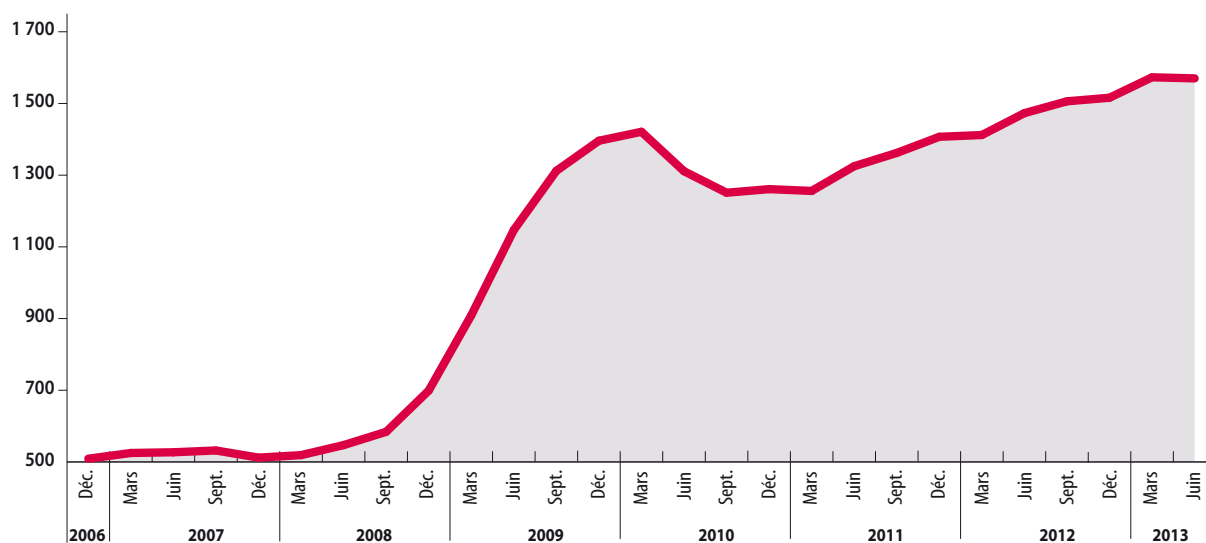
STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ DÉTAILLÉE

Activités	2 ^{ème} trimestre 2012	2 ^{ème} trimestre 2013	Évolution T2 2013/2012
AGRICULTURE	6	8	33,3 %
Chasse, pêche, forêt	-	1	-
Culture	4	4	0,0 %
Élevage	2	3	50,0 %
CONSTRUCTION	82	78	-4,9 %
Bâtiment	54	47	-13,0 %
Immobilier	28	31	10,7 %
COMMERCE	71	87	22,5 %
Commerce & réparation de véhicules	9	14	55,6 %
Commerce de détail	46	55	19,6 %
Commerce interentreprises	16	18	12,5 %
INDUSTRIE	41	27	-34,1 %
Industrie agroalimentaire	14	11	-21,4 %
Industrie hors agroalimentaire	27	16	-40,7 %
INFORMATION & COMMUNICATION	10	7	-30,0 %
Services informatiques & édition de logiciels	6	6	0,0 %
Autres activités information & communication	4	1	-75,0 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	20	14	-30,0 %
Transport routier de marchandises	8	11	37,5 %
Autres activités de transport	12	3	-75,0 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	14	4	-71,4 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	62	75	21,0 %
Activités scientifiques & techniques	23	28	21,7 %
Services administratifs aux entreprises	39	47	20,5 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	10	11	10,0 %
Activités de réparation	2	4	100,0 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	4	5	25,0 %
Autres services à la personne	4	2	-50,0 %
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	32	51	59,4 %
Hébergement	5	9	80,0 %
Restauration	21	39	85,7 %
Débits de boissons	6	3	-50,0 %
AUTRES ACTIVITÉS	19	23	21,1 %
Santé humaine & action sociale	8	9	12,5 %
Activités récréatives	3	3	0,0 %
Enseignement	5	5	0,0 %
Autres activités	3	6	100,0 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	367	385	4,9 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR RÉGION AU 2^{ÈME} TRIMESTRE

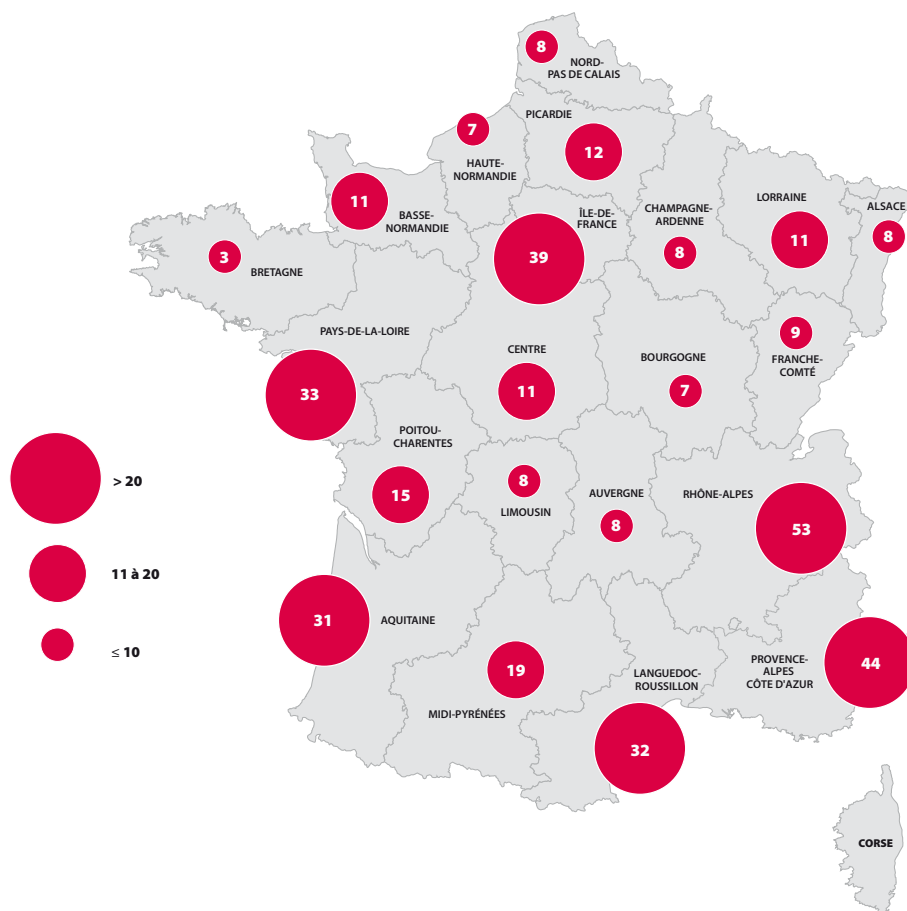
Régions	2 ^{ème} trimestre 2012	2 ^{ème} trimestre 2013	Évolution T2 2013/2012
Alsace	7	8	14,3 %
Aquitaine	31	31	0,0 %
Auvergne	5	8	60,0 %
Basse-Normandie	13	11	-15,4 %
Bourgogne	11	7	-36,4 %
Bretagne	12	3	-75,0 %
Centre	12	11	-8,3 %
Champagne-Ardenne	13	8	-38,5 %
Corse			
Franche-Comté	5	9	80,0 %
Haute-Normandie	10	7	-30,0 %
Île-de-France	35	39	11,4 %
Languedoc-Roussillon	22	32	45,5 %
Limousin	9	8	-11,1 %
Lorraine	4	11	175,0 %
Midi-Pyrénées	17	19	11,8 %
Nord-Pas-de-Calais	12	8	-33,3 %
Pays-de-la-Loire	15	33	120,0 %
Picardie	11	12	9,1 %
Poitou-Charentes	15	15	0,0 %
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	47	44	-6,4 %
Rhône-Alpes	59	53	-10,2 %
DOM et inconnue	2	8	300,0 %
TOTAL	367	385	4,9 %

ÉVOLUTION DES SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE DEPUIS 2006 (DONNÉES 12 MOIS GLISSANTS - DÉCEMBRE 2006 À JUIN 2013)



CARTE DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR RÉGION AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2013

SOURCE ALTARES



**SAUVEGARDES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 15 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN FRANCE
AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2013 (Bilans 2012 ou 2011 ou 2010 publiés)**

RAISON SOCIALE	DPT	RÉGION	CODE NAF	ACTIVITÉ	ANNÉE DE CRÉATION	CA (M€)	EFFECTIF	MOIS DE SAUVEGARDE
SENDIN	91	Ile-de-France	4399C	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	1995	102,9	144	06
YVAN BEAL	63	Auvergne	4661Z	Commerce interentreprises de matériel agricole	1975	59,6	164	05
PHONE AND PHONE	75	Ile-de-France	4778C	Autres commerces de détail spécialisés divers	2005	54,0	52	05
GROUPE RAYNAUD	14	Basse-Normandie	7010Z	Activités des sièges sociaux	1955	32,2	142	04
COOP MARITIME ETAPLOISE	62	Nord-Pas-de-Calais	0311Z	Pêche en mer	1959	31,1	118	04
ÉTABLISSEMENTS GASCHEAU	26	Rhône-Alpes	4221Z	Construction de réseaux pour fluides	1997	20,4	131	05
ANIMAL FOOD DIFFUSION	38	Rhône-Alpes	4638B	Commerce interentreprises alimentaire spécialisé divers	2003	19,3	49	06
SA HARDY	25	Franche-Comté	4391B	Travaux de couverture par éléments	1994	18,6	62	04
L.SCHERBERICH	68	Alsace	4120B	Construction d'autres bâtiments	1961	18,5	125	04
RABOURDIN INDUSTRIE	77	Ile-de-France	2573A	Fabrication de moules et modèles	1957	15,4	156	05
SA ENTRE RENÉ RICHARD-SATEM	30	Languedoc-Roussillon	4120B	Construction d'autres bâtiments	1957	13,2	46	04
TWINTEC EST	57	Alsace	4399D	Autres travaux spécialisés de construction	2008	12,2	19	05
ALUGO	49	Pays-de-la Loire	4332B	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie	2004	12,1	55	06

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

AVERTISSEMENT : Depuis 2009, Altares diffuse ses statistiques de défaillances et sauvegardes d'entreprises par activité selon la nomenclature NAF révisée au 1^{er} janvier 2008.

DÉFINITION DE LA DÉFAILLANCE :

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire directe auprès d'un tribunal de commerce ou de grande instance.

Cette procédure intervient lorsque le débiteur est en cessation de paiements, c'est à dire lorsqu'il est dans l'impossibilité de faire face au passif exigible avec l'actif disponible.

La procédure de sauvegarde est ouverte par le tribunal sur demande d'un débiteur qui, sans être en cessation des paiement, justifie de difficultés qu'il n'est pas en mesure de surmonter.

Les procédures de redressement judiciaire et de sauvegarde sont applicables aux sociétés mais aussi à toute entreprise exerçant une activité commerciale ou artisanale, à tout agriculteur, à toute autre personne physique exerçant une activité professionnelle indépendante y compris une profession libérale.

STATISTIQUES DE DÉFAILLANCES :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises et de sauvegardes comptabilisent l'ensemble des entités légales disposant d'un numéro siren (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un tribunal de commerce ou de grande instance. Ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédures, à savoir liquidations judiciaires après redressement judiciaire, plan de continuation, de sauvegarde ou de cession. Ne sont pas davantage retenues les cessations amiables d'activité.

LES SOURCES DES PROCÉDURES COLLECTÉES PAR ALTARES :

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987. Le B.O.D.A.C.C. publie les annonces légales relatives à la vie d'une entreprise, notamment les avis de procédures de sauvegarde, de redressement et liquidation judiciaires.

DONNÉES EN DATE DE JUGEMENT :

La date de défaillance ou de sauvegarde retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC.

NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS :

La nomenclature des activités françaises a été révisée au 1^{er} janvier 2008. La NAF rév. 2 succède à la NAF rév. 1 qui était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003. La modification des codes NAF répond à l'évolution des technologies, des marchés et des entreprises sur les vingt dernières années. Elle a aussi pour but de rapprocher les codes d'activité français des nomenclatures européennes (la NACE) et internationales (la CITI) pour une harmonisation qui permettra notamment de meilleures comparaisons entre les pays.

En pratique, plusieurs conséquences :

- Les codes NAF passent de 4 à 5 caractères ; les 4 premières positions correspondent à la nomenclature européenne (NACE) nouvellement révisée, et la 5^{ème} position permet de compléter le code officiel par une spécificité nationale, sous forme de lettre.
- Un code d'activité sur trois (34 %) dans la nouvelle nomenclature n'a pas de correspondance directe dans l'ancienne NAF qui comptait 712 codes contre 732 désormais.

La révision de la nomenclature des activités françaises nous conduit à recalculer notre série historique des statistiques de défaillances sur 10 ans selon la NAF rév 2. Mais les tendances globales de la nouvelle série restent néanmoins comparables de celles observées avec la NAF rév 1.

Les secteurs d'activité étudiés dans les analyses Altares se définissent de la façon suivante :

SECTEURS D'ACTIVITÉ AGRÉGÉS	SECTEURS D'ACTIVITÉ DÉVELOPPÉS	CODES NAF Rev 2 ASSOCIÉS
Agriculture	Chasse, pêche, forêt	017 à 03
	Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
	Élevage	014 à 015 ET 0163Z
Construction	Bâtiment	412 à 43
	Immobilier	411 ET 68
Commerce	Commerce & réparation véhicules	45
	Commerce de détail	47
	Commerce interentreprises	46
Industrie	Industrie agroalimentaire	10 à 12
	Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 ET 13 à 39
Information & communication	Services Informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
	Autres activités information & communication (Édition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 ET 6391 ET 6399
Transport & logistique	Transport routier de marchandises	4941 à 4950
	Autres activités de transport	4910 à 4939 ET 50 à 53
Activités financières et d'assurance	Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
Services aux entreprises	Activités scientifiques et techniques (Conseil, gestion, R&D, publicité...)	69 à 75 ET 9601A
	Services administratifs aux entreprises (Location, interim, voyage, sécurité, nettoyage...)	77 à 82 et 6420Z
Services aux particuliers	Activités de réparation	95
	Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
	Autres services à la personne	9601B ET 9603Z ET 9609 à 98
Hébergement, restauration, débits de boisson	Hébergement	55
	Restauration	56 sauf 5630
	Débits de boissons	5630
Autres activités	Santé humaine & action sociale	86 à 88
	Activités récréatives	90 à 93
	Enseignement	85
	Administration publique	84
	Autres activités	94 ET 99

ANNEXES

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES ET PROCÉDURES DE SAUVEGARDE D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} SEMESTRE 2012

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES (SITUATION AU 1^{ER} JUILLET DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE GLOBALE

1 ^{ERS} SEMESTRES	2011	2012	2013
France	30 694	30 219	31 127
Evolution Vs N-1	-2,0 %	-1,5 %	3,0 %

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013	Évolution semestre
0 salarié	12 413	12 063	-2,8 %
1 ou 2 salariés	8 645	9 476	9,6 %
3 à 5 salariés	4 690	4 869	3,8 %
6 à 9 salariés	2 146	2 364	10,2 %
10 à 19 salariés	1 380	1 437	4,1 %
20 à 49 salariés	675	658	-2,5 %
50 à 99 salariés	159	146	-8,2 %
100 à 199 salariés	80	77	-3,8 %
200 salariés et plus	31	37	19,4 %
TOTAL FRANCE	30 219	31 127	3,0 %

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR ÂGE

ÂGE	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013	Évolution semestre
moins de 3 ans	5 781	5 724	-1,0 %
3 à 5 ans	9 991	9 824	-1,7 %
6 à 10 ans	6 896	7 541	9,4 %
11 à 15 ans	2 747	3 018	9,9 %
16 à 50 ans	4 706	4 895	4,0 %
51 et plus	98	125	27,6 %
TOTAL FRANCE	30 219	31 127	3,0 %

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

Activités	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013	Évolution semestre
AGRICULTURE	562	601	6,9 %
Chasse, pêche, forêt	124	154	24,2 %
Culture	258	257	-0,4 %
Élevage	180	190	5,6 %
CONSTRUCTION	8 794	9 123	3,7 %
Bâtiment	7 682	7 916	3,0 %
Immobilier	1 112	1 207	8,5 %
COMMERCE	6 821	7 106	4,2 %
Commerce & réparation de véhicules	1 012	1 068	5,5 %
Commerce de détail	4 101	4 337	5,8 %
Commerce interentreprises	1 708	1 701	-0,4 %
INDUSTRIE	2 239	2 289	2,2 %
Industrie agroalimentaire	724	741	2,3 %
Industrie hors agroalimentaire	1 515	1 548	2,2 %
INFORMATION & COMMUNICATION	791	749	-5,3 %
Services informatiques & édition de logiciels	434	388	-10,6 %
Autres activités information & communication	357	361	1,1 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	1 009	943	-6,5 %
Transport routier de marchandises	773	732	-5,3 %
Autres activités de transport	236	211	-10,6 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	197	171	-13,2 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	3 718	3 725	0,2 %
Activités scientifiques & techniques	1 855	1 906	2,7 %
Services administratifs aux entreprises	1 863	1 819	-2,4 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 252	1 355	8,2 %
Activités de réparation	191	171	-10,5 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	767	895	16,7 %
Autres services à la personne	294	289	-1,7 %
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	3 464	3 699	6,8 %
Hébergement	277	283	2,2 %
Restauration	2 686	2 891	7,6 %
Débits de boissons	501	525	4,8 %
AUTRES ACTIVITÉS	1 372	1 366	-0,4 %
Santé humaine & action sociale	403	394	-2,2 %
Activités récréatives	406	359	-11,6 %
Enseignement	302	320	6,0 %
Autres activités	261	293	12,3 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	30 219	31 127	3,0 %

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR RÉGION

Régions	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013	Évolution semestre
Alsace	795	800	0,6 %
Aquitaine	1 669	1 660	-0,5 %
Auvergne	469	500	6,6 %
Basse-Normandie	625	574	-8,2 %
Bourgogne	752	727	-3,3 %
Bretagne	1 288	1 365	6,0 %
Centre	1 105	1 068	-3,3 %
Champagne-Ardenne	558	552	-1,1 %
Corse	162	172	6,2 %
Franche-Comté	521	524	0,6 %
Haute-Normandie	677	773	14,2 %
Île-de-France	5 874	5 869	-0,1 %
Languedoc-Roussillon	1 647	1 720	4,4 %
Limousin	336	331	-1,5 %
Lorraine	959	984	2,6 %
Midi-Pyrénées	1 295	1 477	14,1 %
Nord-Pas-de-Calais	1 775	1 809	1,9 %
Pays-de-la-Loire	1 333	1 611	20,9 %
Picardie	787	743	-5,6 %
Poitou-Charentes	736	842	14,4 %
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	3 234	3 199	-1,1 %
Rhône-Alpes	3 192	3 392	6,3 %
Autres (dont DOM)	430	435	1,2 %
TOTAL	30 219	31 127	3,0 %

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES (SITUATION AU 1^{ER} JUILLET DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE GLOBALE

1 ^{ERS} SEMESTRES	2011	2012	2013
France	681	743	814
Evolution Vs N-1	7,9 %	9,1 %	9,6 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013	Évolution semestre
0 salarié	193	226	17,1 %
1 ou 2 salariés	111	123	10,8 %
3 à 5 salariés	107	116	8,4 %
6 à 9 salariés	114	117	2,6 %
10 à 19 salariés	105	98	-6,7 %
20 à 49 salariés	78	79	1,3 %
50 à 99 salariés	21	28	33,3 %
100 salariés et plus	14	27	92,9 %
TOTAL FRANCE	743	814	9,6 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE

ÂGE	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013	Évolution semestre
moins de 3 ans	69	82	18,8 %
3 à 5 ans	174	183	5,2 %
6 à 10 ans	166	190	14,5 %
11 à 15 ans	107	114	6,5 %
16 ans et plus	227	245	7,9 %
TOTAL FRANCE	743	814	9,6 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013	Évolution semestre
AGRICULTURE	14	20	42,9 %
Chasse, pêche, forêt	1	1	0,0 %
Culture	8	12	50,0 %
Élevage	5	7	40,0 %
CONSTRUCTION	154	164	6,5 %
Bâtiment	100	94	-6,0 %
Immobilier	54	70	29,6 %
COMMERCE	129	176	36,4 %
Commerce & réparation de véhicules	16	25	56,3 %
Commerce de détail	83	108	30,1 %
Commerce interentreprises	30	43	43,3 %
INDUSTRIE	89	79	-11,2 %
Industrie agroalimentaire	24	28	16,7 %
Industrie manufacturière	65	51	-21,5 %
INFORMATION & COMMUNICATION	19	19	0,0 %
Services informatiques & édition de logiciels	13	13	0,0 %
Autres activités information & communication	6	6	0,0 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	35	33	-5,7 %
Transport routier de marchandises	22	23	4,5 %
Autres activités de transport	13	10	-23,1 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	20	10	-50,0 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	146	150	2,7 %
Activités scientifiques & techniques	61	58	-4,9 %
Services administratifs aux entreprises	85	92	8,2 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	22	20	-9,1 %
Activités de réparation	4	5	25,0 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	13	12	-7,7 %
Autres services à la personne	5	3	-40,0 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	65	91	40,0 %
Hébergement	11	15	36,4 %
Restauration	45	69	53,3 %
Débites de boissons	9	7	-22,2 %
AUTRES ACTIVITÉS	50	52	4,0 %
Santé humaine & action sociale	23	22	-4,3 %
Activités récréatives	7	10	42,9 %
Enseignement	11	10	-9,1 %
Autres activités	9	10	11,1 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	743	814	9,6 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE PAR RÉGION

Régions	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013	Évolution semestre
Alsace	19	15	- 21,1 %
Aquitaine	60	77	28,3 %
Auvergne	14	22	57,1 %
Basse-Normandie	19	27	42,1 %
Bourgogne	26	11	- 57,7 %
Bretagne	17	4	- 76,5 %
Centre	16	19	18,8 %
Champagne-Ardenne	21	24	14,3 %
Corse	0	1	
Franche-Comté	10	18	80,0 %
Haute-Normandie	18	15	- 16,7 %
Île-de-France	67	96	43,3 %
Languedoc-Roussillon	41	54	31,7 %
Limousin	14	14	0,0 %
Lorraine	15	23	53,3 %
Midi-Pyrénées	40	40	0,0 %
Nord-Pas-de-Calais	24	20	- 16,7 %
Pays-de-la-Loire	45	71	57,8 %
Picardie	35	22	- 37,1 %
Poitou-Charentes	40	37	- 7,5 %
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	86	90	4,7 %
Rhône-Alpes	104	96	- 7,7 %
Autres (dont DOM)	12	18	50,0 %
TOTAL	743	814	9,6 %